

LES 17 MARINS OTAGES EN SOMALIE ENFIN LIBÉRÉS

L'Aïd en famille ?

Ils sont enfin libres et en route vers leurs foyers, les 17 marins algériens, après dix mois de calvaire vécus sur le navire Blida, retenu dans les eaux somaliennes. La nouvelle a bouleversé les familles des otages qui, ces dernières semaines, avaient presque cessé d'espérer.

Fatma-Zohra B. - Alger (Le Soir) - «Ils arrivent, ils seront bientôt là, ils sont enfin libres !» s'est exclamé au téléphone, ce jeudi, Faouzi Aït-Ramdane, fils d'un des marins, ne retenant pas sa joie. C'est très tôt dans la journée de jeudi que les familles des marins ont commencé à recevoir des appels qui les ont transportés de joie.

Cris, youyous, crises de larmes sous l'effet de l'émotion, telles ont été les réactions des proches mais aussi des voisins, relatent les familles qui vivent depuis un sentiment d'euphorie. Le premier appel émanait de la femme du co-commandant de bord, M^{me} Hannouche, dira le fils d'un des marins, en milieu de matinée, c'était au tour du porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Amar Belani, d'annoncer la libération des 25 marins membres de l'équipage du vraquier *Blida* et otages des pirates somaliens. A ce moment-là, le navire était déjà en haute mer et sécurisé par les forces navales internationales opérant dans la région sous mandat des Nations unies. Sa destination était le port de Mombasa, au Kenya, d'où les marins devaient être rapatriés vers l'Algérie. Leur état de santé n'inspire pas d'inquiétude, toujours selon le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, après une longue et éprouvante captivité. Mais ces détails importent peu aux familles, comme le dira Faouzi Aït-Ramdane qui se félicité que les marins, tous les marins, ne soient plus entre les mains des pirates somaliens. «Dès que ma mère m'a annoncé la nouvelle, j'entendais déjà autour d'elle les youyous et les

cris de joie. Depuis, cela n'a pas arrêté, nous sommes pris dans un tourbillon de joie que nous partageons avec nos proches, c'est un grand soulagement mais surtout un cauchemar de dix mois qui prend fin. Nous sommes heureux pas seulement pour nos marins mais pour tout l'équipage du *Blida*», confie Faouzi Aït Ramdane qui ne cache pas son émotion. Les familles ont ensuite passé le reste de la journée à faire circuler l'information

entre elles et à se féliciter de l'événement. «Le navire est sorti enfin de la zone dangereuse, c'est déjà un soulagement, nous les attendons mais sans trop stresser», dira le jeune homme. Parlant de son père, il ne manquera pas de préciser que cela fait 16 mois qu'il est absent après six mois en mer et dix mois de captivité. «Quand il avait embarqué sur le *Blida*, ce voyage devait être le dernier, il voulait prendre sa retraite. A 55 ans, il a déjà trente ans de service derrière lui. Pendant les dix derniers mois, je n'ai pas versé une larme mais hier je n'ai pas pu me retenir. Il fallait s'armer de courage, ne pas se laisser abattre. Nous avons été patients et el ham-

doullilah, nos vœux sont exaucés», confie notre interlocuteur. Pour sa part, M. Mansouri, directeur général d'International Built Carriers (IBC), filiale de la CNAN et armateur du navire, précisera que les marins pourraient n'atteindre l'Algérie que vers le 10 ou le 11 novembre. «Nous espérons que le voyage se passera dans de bonnes conditions et que les marins arriveront sains et saufs en Algérie», nous a déclaré Nacereddine Mansouri. Les proches ne peuvent, pour leur part, s'empêcher d'espérer que le voyage sera plus court et que les marins passeront les fêtes de l'Aïd auprès d'eux. L'équipage du *Blida* a toutefois pu

atteindre le port de Mombassa où ils devaient justement se rendre avant d'être interceptés le 1^{er} janvier dernier alors que le vraquier venait juste de quitter le port de Salaleih, au sultanat d'Oman. Par ailleurs, et alors que, selon des déclarations du ministère des Affaires étrangères, l'Algérie rappelle sa détermination à ne pas payer de rançon et condamne cette pratique qu'elle soit le fait des Etats ou d'organismes publics ou privés, l'affréteur du navire, le Jordanien Leadarrow, a annoncé avoir entamé il y a quelques mois des négociations avec les pirates somaliens pour libérer l'équipage du *Blida*.

F-Z. B.

AVEC POUR OBJECTIF DE «STOPPER LA PROLIFÉRATION DES ARMES»

Les États-Unis disposés à vendre des équipements militaires à l'Algérie

Au-delà des déclarations d'intention, la coopération algéro-américaine en matière de lutte antiterroriste semble prendre la forme de contrats d'armes. Les Etats-Unis d'Amérique ont fait part de leur intention de vendre des équipements militaires à l'Algérie avec comme objectif, lutter contre le terrorisme.

Nawal Imès- Alger (Le Soir) - Les informations faisant état de la circulation d'armes dans la région depuis la chute du régime libyen ont mis en état d'alerte non seulement les pays de la région mais également leurs partenaires. Le sous-secrétaire d'Etat adjoint américain chargé du Maghreb,

Raymond Maxwell, ne s'en cache pas. En visite à Alger, il affirmait que les Etats-Unis d'Amérique avaient l'intention de vendre des

équipements militaires à l'Algérie dans le cadre de la coopération dans la lutte contre le terrorisme et le trafic d'armes et de drogue. «Nous sommes en train de définir les voies et moyens de vendre des équipements militaires à l'Algérie dans le cadre de la lutte antiterroriste.

Les efforts des Etats-Unis visent à stopper la propagation des activités d'Aqmi dans la région et lutter contre le trafic de drogue, d'être humains et toutes sortes de trafics» affirme-t-il, ajoutant que «l'objectif est d'éviter la prolifération d'armes à partir de la Libye». Tout ou presque aura été dit : l'Algérie est appelée à

jouer un rôle pour juguler la menace terroriste dans une région où le Maroc est traditionnellement un allié de choix des Etats-Unis.

Raymond Maxwell a assuré à cet égard que «les Etats-Unis ne sont pas là pour fournir du matériel militaire pour provoquer une guerre régionale. Si on pensait que la vente de matériel de haute technologie au Maroc allait porter atteinte à la stabilité de la région, on ne l'aurait pas fait. Les Etats-Unis sont «amis» avec les deux pays et souhaiteraient que ses amis le soient aussi entre eux. Notre intérêt principal est la stabilité régionale. Cela dicte que les pays de la région doivent s'entendre».

Dans un souci de ne pas donner à l'annonce de vente d'armes un caractère conjoncturel, le responsable américain a rappelé l'existence entre l'Algérie et les Etats-Unis d'un partenariat dans le domaine de la lutte antiterroriste, l'échange de

renseignements et la lutte contre le trafic d'armes. La qualité de la coopération a été soulignée par Raymond Maxwell qui a indiqué que «les nombreuses visites de responsables américains en Algérie ne font que souligner la qualité des relations algéro-américaines. Les deux pays ont beaucoup d'intérêts communs».

La situation en Libye en fait partie. Elle a été au cœur des entretiens que le sous-secrétaire d'Etat adjoint américain chargé du Maghreb a eus avec Messahel notamment.

La circulation des armes, les activités d'Al Qaïda dans la région ont ravivé les inquiétudes et visiblement donné un coup de pouce à la coopération algéro-américaine au regard du regain d'intérêt pour la mise en place d'une stratégie en mesure de freiner les appétits meurtriers d'une organisation terroriste qui profite pleinement du chaos qui règne en Libye.

N. I.

STABILITÉ AU MAGHREB

Les choix stratégiques de Washington

Le sous-secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Maghreb a présenté, jeudi, la politique des Etats-Unis dans la région. Pour Raymond Maxwell, il est possible de conjuguer «stabilité» avec «intérêts».

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Le ballet des fonctionnaires américains continue. Après le sous-secrétaire d'Etat aux affaires du Moyen-Orient, Jeffrey D. Feltman, c'est au tour de Raymond Maxwell, le sous-secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Maghreb, de faire escale à Alger. Fervent admirateur de Frantz Fanon - ses parents lui ont fait lire l'ensemble de son œuvre littéraire - Raymond Maxwell a affirmé, jeudi, lors d'une table ronde avec la presse que l'Algérie est le pays de la région qui doit «retenir la plus grande part de son attention». Selon le responsable du département d'Etat, la priorité des Américains au Maghreb tient en un seul mot : stabilité.

Mais ce principe doit, selon lui, répondre aux intérêts de toutes les parties. Raymond Maxwell a présenté un bref aperçu de cette vision en tentant de répondre à une question sur les contrats d'armement de haute technologie passés avec le Maroc. «Ce sont des décisions commerciales et financières qui entrent dans le cadre de nos objectifs politiques. Et si nous pensions que la

vente de matériel de haute technologie au Maroc allait porter préjudice à la stabilité dans la région, nous ne l'aurions pas fait. Les Etats-Unis ne sont pas là pour fournir du matériel militaire afin de provoquer une guerre régionale. En fait, ce que nous faisons ce n'est pas une course à l'armement. Notre idée d'appuyer le Maroc, au même titre que celle d'appuyer l'Algérie, entre dans le cadre de la lutte contre le terrorisme que nous menons ensemble dans la région.

Ces efforts visent également à stopper les activités de l'Aqmi dans la région et arrêter le trafic de drogue, d'être humains et tout autre type de trafics. Nous le faisons dans l'intérêt de la région et pour nos intérêts», a-t-il souligné. Maxwell a déclaré que les Etats-Unis «cherchaient actuellement les voies et moyens pour vendre des équipements à l'Algérie». Il s'avère que les armes livrées récemment à Rabat, notamment des missiles air-air Amraam 120C, n'ont aucune utilité dans la lutte antiterroriste. Ces missiles, qui équiperont les 24 F16 de l'armée marocaine, doivent servir à «atténuer» la supériorité de l'aviation algérienne.

Néanmoins, le sous-secrétaire d'Etat adjoint américain pour le Maghreb estime que la nature des relations algéro-marocaines permet, jusqu'à présent, d'assurer une certaine stabilité. «Nous avons de solides relations avec l'Algérie et de

solides relations avec le Maroc et il n'y a pas lieu de dire comment doivent être les relations entre vos deux pays. Nous sommes amis des deux pays et il n'est que justice de dire que nous souhaitons que nos deux amis soient amis entre eux. Mais aujourd'hui, j'ai été agréablement surpris d'entendre dire que le Maroc et l'Algérie ne sont pas amis mais plutôt frères. Notre intérêt principal est la stabilité régionale. Dans le cadre de la stabilité régionale, les pays doivent s'entendre entre eux malgré le problème des frontières.» Pour ce qui est de la montée de l'islamisme politique en Tunisie et en Libye, Raymond Maxwell s'est montré plutôt optimiste. «Ce qui nous préoccupe ce n'est pas l'identité religieuse des gouvernements, mais c'est un ensemble de principes essentiels. Il faut que les gouvernements soient démocrates, qu'ils soient inclusifs en comprenant des femmes et des minorités. Qu'ils soient justes et qu'ils donnent satisfaction aux demandes des peuples qu'ils représentent. Si tous ces principes sont satisfaits, nous travaillerons avec les nouveaux gouvernements», a-t-il noté. Et d'après lui, le phénomène de non-séparation entre le politique et le religieux qui caractérise la grande majorité des Etats musulmans est également constaté au sein de certaines institutions politiques des Etats-Unis d'Amérique.

T. H.

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DE 2012

Le Parlement européen propose une mission électorale

La délégation de membres du Parlement européen, qui a pris part à Alger, du 2 au 5 novembre, à la onzième rencontre interparlementaire Union européenne-Algérie, a fait cas de la disponibilité du Parlement européen à effectuer une mission d'observation électorale lors des législatives de 2012. Les autorités algériennes n'ont toujours pas formulé de demande formelle dans ce sens.

Président de la délégation, M. Panzeri a affirmé que la proposition de mission électorale du Parlement européen en Algérie lors du prochain rendez-vous électoral a été «positivement accueillie» par les responsables politiques algériens. Plus précise, la parlementaire européenne Mme Tokia Saïfi a expliqué que la demande d'envoi d'une mission électorale en algérie, réitérée par la délégation du Parlement européen lors de son séjour à Alger, fait suite au «désir formulé par le président Abdelaziz Bouteflika» de voir l'institution législative européenne participer à la supervision des prochaines législatives. «La demande a été accueillie de façon favorable. Néanmoins, les autorités algériennes n'ont pas formulé de demande définitive dans ce sens», a-t-elle souligné, ajoutant que «l'Algérie a tout intérêt à accepter cette mission, car il est important que les prochaines élections gagnent en crédibilité». Mme Tokia Saïfi a expliqué en sus qu'il est fondamental que le processus de réformes politiques soit approfondi et mené à terme. Un processus que la délégation des membres du Parlement européen a diit saluer. «Les processus de changement ont cours au niveau de la Méditerranée. L'Algérie fournit un effort pour pouvoir suivre cette marche», a estimé Pier Antonio Panzeri. Dans sa conclusion de cette onzième rencontre interparlementaire Algérie-Union européenne, la délégation a exprimé son soutien au processus de réformes politiques en cours de consolidation. «Ces réformes représentent une opportunité historique», est-il noté, se félicitant tout particulièrement de l'adoption de la loi sur la participation des femmes à la vie politique. Les membres de la délégation du Parlement européen ont mis cependant moins d'enthousiasme à saluer les autres projets de loi. «Il serait louable si les projets de loi donnent la réelle possibilité aux partis et aux associations de participer à la vie politique nationale», a soutenu Panzeri. «Les membres ont estimé que les associations devraient être un interlocuteur à part entière des autorités algériennes, leur utilité publique étant indéniable. La liberté d'association devrait être privilégiée, leur action facilitée, et leur financement s'effectuer en toute transparence», est-il noté par la délégation, qui a estimé par ailleurs que «la situation sécuritaire ne peut justifier un manque de proportionnalité entre l'application de la loi et ses objectifs.» Se déclarant faire sienne la préoccupation exprimée par l'Algérie par rapport à la situation dans le Sahel, la délégation des membres du Parlement européen a plaidé pour une action commune pour vaincre le terrorisme.

Sofiane Aït Ifflis